

## 13.4 Finances publiques locales

En 2017, les **dépenses de fonctionnement** des **collectivités locales** augmentent de 1,8 %, après une baisse de 0,1 % en 2016. Leurs **recettes de fonctionnement** progressent également. Elles bénéficient notamment d'un regain de dynamisme des recettes fiscales. En outre, les concours financiers de l'État baissent moins qu'en 2016. Les **dépenses d'investissement** repartent à la hausse en 2017 (+ 6,1 %), après trois années consécutives de baisse. L'augmentation est plus marquée pour les dépenses d'équipement que pour les subventions d'investissement. La capacité de désendettement des collectivités locales (encours de dette rapporté à l'épargne brute) s'améliore pour tous les niveaux de collectivités.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la France compte 35 357 **communes** et 1 263 **établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)** à fiscalité propre. Les dépenses de fonctionnement du secteur communal (communes et EPCI) augmentent de 1,4 % après une légère baisse de 0,2 % en 2016. Les frais de personnel et, dans une moindre mesure, les achats et charges externes expliquent ce rebond en 2017, alors que les **dépenses d'intervention** diminuent pour la troisième année consécutive. Comme les années précédentes, les dépenses de fonctionnement sont plus dynamiques dans les **groupements à fiscalité propre** que dans les communes. Les recettes de fonctionnement repartent également à la hausse (+ 1,9 %). Après trois années de baisse, les dépenses d'investissement (hors remboursements de dette) augmentent. Ces dépenses sont dynamiques aussi bien pour les communes que

pour les groupements à fiscalité propre, alors que les subventions d'équipement versées diminuent.

En 2017, les compétences exercées par les départements dans les domaines des transports non urbains et des transports scolaires ont été transférées aux régions. Ces transferts s'accompagnent d'un transfert de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE). Les départements affichent ainsi une baisse de leurs dépenses et de leurs recettes de fonctionnement. Les dépenses de fonctionnement diminuent de 0,2 %, principalement en raison de la forte baisse des achats et charges externes ; les recettes de fonctionnement baissent de 0,1 %. Ces évolutions des dépenses et recettes de fonctionnement conduisent à une stabilité de l'épargne brute (+ 0,5 %), après la très forte hausse de 2016. Dans la continuité des quatre exercices précédents, les investissements, hors remboursements de dette, reculent (- 1,1 %), mais à un rythme nettement moins important qu'en 2016 (- 5,7 %).

En 2017, les dépenses de fonctionnement des régions augmentent de 10,2 %, principalement portées par les dépenses d'intervention et les achats et charges externes. Si on raisonne hors fonction transport, pour neutraliser le transfert de compétences des départements, la hausse est seulement de 1,3 %. Les recettes de fonctionnement progressent de 10,6 % ; hors transfert de CVAE, leur croissance est de 3,3 %. La section d'investissement du compte des régions est marquée par une forte hausse des dépenses et des recettes liées à la gestion des fonds européens. ■

### Définitions

**Administrations publiques locales** : comprennent les collectivités locales et les organismes divers d'administration locale (Odal). Les collectivités locales regroupent les collectivités territoriales à compétence générale (communes, départements et régions), les groupements de communes à fiscalité propre (métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération et communautés de communes) et certaines activités des syndicats de communes. Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

**Collectivités locales, collectivités territoriales, commune, dépenses d'intervention, dépenses de fonctionnement, dépenses d'investissement, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), fiscalité locale, groupement de communes à fiscalité propre, recettes de fonctionnement, recettes d'investissement** : voir rubrique « Définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « Les finances des collectivités locales en 2018 », Observatoire des finances et de la gestion publique locales, septembre 2018.
- « Les finances des collectivités locales en 2017 et 2018 », Bulletin d'information statistique de la DGCL, n° 125, septembre 2018
- « Les collectivités locales en chiffres 2018 », DGCL, juin 2018.
- « Les comptes des administrations publiques en 2017 – Le déficit public passe sous le seuil de 3 % », *Insee Première* n° 1698, mai 2018.

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

## Dépenses des différents niveaux de collectivités locales en 2017

en milliards d'euros

	Montants	17/16 en %
Communes	88,9	2,1
Départements <sup>1</sup>	67,2	-0,3
Régions <sup>2</sup>	30,8	9,3
<b>Total collectivités territoriales</b>	<b>186,9</b>	<b>2,3</b>
Groupements de communes à fiscalité propre <sup>3</sup>	33,1	5,1
<b>Ensemble collectivités territoriales et groupements à fiscalité propre</b>	<b>220,0</b>	<b>2,7</b>

1. Montant hors collectivités territoriales uniques de Guyane et Martinique.  
2. Montant y c. collectivités territoriales uniques de Guyane et Martinique.  
3. Montant y c. métropole de Lyon et établissements publics territoriaux (EPT) de la métropole du grand Paris (MGP).  
Champ : montants hors gestion active de la dette ; hors volume budgétaire des syndicats. Note : dépenses totales hors remboursement de dette.  
Sources : DGFiP comptes de gestion (budgets principaux) ; calculs DGCL.

## Concours financiers de l'État aux collectivités territoriales en 2018

en milliards d'euros

	Montants	Part en %
Dotation globale de fonctionnement (DGF) <sup>1</sup>	27,0	55,9
Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)	5,6	11,6
Compensations d'exonération	2,1	4,3
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	2,9	6,1
Mission Relations avec les collec. territoriales	3,8	7,9
TVA transférée <sup>2</sup>	4,1	8,5
Amendes	0,5	1,1
Fonds emprunts structurés	0,2	0,4
Autres concours de l'État	2,0	4,2
<b>Ensemble des concours financiers de l'État<sup>3</sup></b>	<b>48,2</b>	<b>100,0</b>

1. La baisse de la DGF en 2018 est liée à la sortie de la DGF de la dotation versée aux régions, remplacée par une fraction de TVA ; la DGF est stable à périmètre constant. 2. Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) transférée aux régions, Mayotte, Corse, Martinique et Guyane. 3. Hors dégrèvements législatifs, subventions des ministères et TDIL ; moins les concours financiers hors enveloppe (amendes et fonds emprunts structurés).  
Source : DGCL.

## Structure de la fiscalité locale en 2017

en milliards d'euros

	Communes et groupements <sup>1</sup>	Départ.	Régions	Total
Taxe d'habitation	22,3	///	///	22,3
Taxe sur le foncier bâti	18,6	14,2	///	32,7
Taxe sur le foncier non bâti	1,1	///	///	1,1
<b>Produits votés des 3 taxes «ménages»</b>	<b>41,9</b>	<b>14,2</b>	<b>///</b>	<b>56,1</b>
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	7,7	///	///	7,7
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	4,7	4,1	8,8	17,6
Impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (IFER)	0,6	0,3	0,7	1,5
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)	0,9	///	///	0,9
<b>Produits des impôts économiques</b>	<b>13,8</b>	<b>4,4</b>	<b>9,5</b>	<b>27,7</b>
Droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	2,9	11,1	0,0	14,1
Versement de transport	4,2	///	///	4,2
Taxe d'aménagement	0,9	0,5	0,0	1,5
Taxe d'enlèvement des ord. ménagères	7,1	///	///	7,1
Taxe sur les conventions d'assurance	0,1	7,0	0,1	7,1
Taxe sur les certificats d'immatriculation	0,0	///	2,2	2,2
Taxe sur la cons. finale de l'électricité	1,6	0,7	0,0	2,3
Taxe int. de cons. sur les produits énergétiques (TICPE)	0,1	6,1	5,8	12,0
Impôts et taxes Corse et Outre-mer	0,9	0,1	0,7	1,7
Taxe de séjour	0,4	0,0	0,0	0,4
Droit de stationnement	0,4	///	///	0,4
Taxe d'apprentissage	0,0	0,0	2,2	2,2
Autres taxes	0,8	0,3	0,5	1,5
<b>Autres contributions</b>	<b>19,4</b>	<b>25,9</b>	<b>11,5</b>	<b>56,8</b>
<b>Total impôts et taxes</b>	<b>75,1</b>	<b>44,5</b>	<b>21,0</b>	<b>140,5</b>

1. Y c. les syndicats.  
Sources : DGFiP (comptes de gestion et REI) ; calculs DGCL ; calculs Insee.

## Finances des collectivités territoriales et groupements à fiscalité propre

en milliards d'euros

	2016 (r)	2017 (p)	17/16 en %
Dépenses de fonctionnement	168,6	171,7	1,8
<i>dont : achats et charges externes</i>	29,9	30,5	1,8
<i>frais de personnel</i>	60,7	62,4	2,8
<i>dépenses d'intervention</i>	68,4	69,5	1,6
<i>frais financiers</i>	4,4	4,0	-9,5
Recettes de fonctionnement	197,1	201,6	2,3
<i>dont : impôts et taxes</i>	128,9	133,8	3,8
<i>concours de l'État</i>	41,2	38,9	-5,6
<b>Épargne brute</b>	<b>28,5</b>	<b>29,9</b>	<b>5,0</b>
Dépenses d'investissement hors remboursements	45,5	48,3	6,1
Recettes d'investissement hors emprunts	18,7	19,4	3,8
<b>Dépenses totales hors remboursements de dette</b>	<b>214,1</b>	<b>220,0</b>	<b>2,7</b>
<b>Recettes totales hors remboursements</b>	<b>215,8</b>	<b>221,1</b>	<b>2,4</b>
<b>Besoin ou capacité de financement</b>	<b>1,7</b>	<b>1,1</b>	<b>///</b>
Remboursements de dette	13,4	13,5	0,5
Emprunts	14,3	13,8	-3,0
<b>Dette totale au 31 décembre</b>	<b>148,5</b>	<b>150,0</b>	<b>1,0</b>

Champ : montants hors gestion active de la dette ; hors volume budgétaire des syndicats.  
Sources : DGFiP, comptes de gestion (budgets principaux) ; calculs DGCL.

## Dépenses au titre des compétences transférées aux collectivités locales

en millions d'euros

	2005	2010	2018 (p)	18/17 en %
<b>Compétences départementales</b>				
Aide sociale <sup>1</sup>	25 928	33 678	41 562	1,5
<i>dont : RSA<sup>2</sup></i>	6 696	8 603	11 835	-0,1
<i>alloc. pers. d'autonomie (APA)</i>	4 113	5 372	6 089	0,4
Collèges	3 345	4 304	4 281	3,4
Serv. dép. d'incendie et de secours	1 740	2 386	2 737	1,1
<b>Compétences régionales<sup>3</sup></b>				
Formation prof. continue et apprent.	3 468	5 052	5 081	-6,2
Enseignement	3 964	6 326	6 361	-0,5
Transport ferroviaire de voyageurs	2 859	3 195	4 156	1,6

1. Dépenses de fonctionnement des fonctions prévention médico-sociale, action sociale (hors RMI et APA), RMI, APA et RSA. 2. Le RSA s'est substitué au RMI le 1<sup>er</sup> juin 2009. 3. France hors Mayotte.

Note : données issues des comptes des collectivités locales.

Sources : DGCL ; DGFiP.

## Poids des investissements des administrations publiques locales de 1950 à 2017

en % de l'investissement public



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

## Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

## Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

## Les clés des Tableaux de l'économie française

Titre de la double-page

Numéro du thème  
et de la double page

### 11.4 Prix à la consommation

Les mots ou expressions  
en gras et en couleur  
sont définis plus bas  
ou dans la rubrique  
« Définitions » en annexes

Une présentation  
synthétique sur  
chaque double-page

Des définitions pour  
comprendre les concepts  
clés de la double page

Toutes les définitions  
sont regroupées dans  
la rubrique « Définitions »  
en annexes

Des publications  
téléchargeables gratuitement  
pour approfondir le sujet  
Adresses des sites Internet  
à retrouver dans la rubrique  
« Adresses utiles » en annexes

Après une accélération en janvier 2017 à +1,3 %, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** baisse progressivement jusqu'en juillet 2017 avant de remonter régulièrement au second semestre pour atteindre +1,2 %, fin 2017. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit globalement le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. De même, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), remonte très lentement de février à décembre 2017, passant de +0,2 % à +0,6 % fin 2017.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent davantage en 2017 qu'en 2016 (+1,0 %, après +0,2 % entre 2015 et 2016) : l'inflation atteint ainsi un niveau supérieur à celui de 2013. Ce dynamisme reflète un vif rebond des prix de l'énergie et une accélération des prix de l'alimentation et du tabac. Seul un recul un peu plus prononcé des prix des produits manufacturés modère la hausse de l'inflation, alors que les prix des services croissent au même rythme qu'en 2016.

Après trois années de baisse consécutive, les prix des produits énergétiques sont en forte hausse en 2017 (+6,2 % en moyenne, après -2,8 %) en lien avec la fiscalité accrue sur les carburants en janvier 2017 et la remontée du cours moyen du Brent. Tous les prix des produits pétroliers rebondissent nettement :

combustibles liquides (+17,3 % en moyenne), gazole (+11,7 %) et essence (+5,8 %). Les prix du gaz participent aussi à la hausse de l'inflation énergétique (+4,6 %, après -7,6 % en 2016). En revanche, les prix de l'électricité ralentissent (+0,4 %, après +3,1 %).

En 2017, les prix des produits alimentaires (y compris boissons, alcoolisées ou non) augmentent plus rapidement qu'en 2016 (+1,0 % en moyenne, après +0,6 %), avec une nette accélération des prix des produits alimentaires hors produits frais. Après deux années de faible hausse, les prix du tabac augmentent davantage : +2,7 % entre 2016 et 2017 en lien avec le relèvement des taxes.

En 2017, les prix des produits manufacturés diminuent (-0,6 % en moyenne, après -0,5 % en 2016). Ceux des articles d'habillement et de chaussures sont stables. Le recul des prix des produits de santé se poursuit pour la quatrième année consécutive. Enfin, les prix des autres produits manufacturés baissent (-0,2 % en moyenne en 2017, après -0,1 %).

L'inflation dans les services est inchangée en 2017, à +1,0 %, comme en 2016. Les prix des services de transport rebondissent nettement (+2,0 %, après -1,5 %). Ceux des services de santé augmentent vivement à la suite de la revalorisation des tarifs de consultation (+1,3 %, après +0,2 %). En revanche, les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2017, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Quant aux prix des services de communication, ils se replient fortement, après trois années de hausse. ■

#### Définitions

**Indice des prix à la consommation (IPC)** : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1<sup>er</sup> quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

**Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente** : voir rubrique « Définitions » en annexes.

#### Pour en savoir plus

- « 2017 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 102, Eurostat, juin 2018.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2017 », *Informations rapides* n° 8, Insee, janvier 2018.
- Séries chronologiques ([www.insee.fr](http://www.insee.fr)).

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

114

TEF, édition 2019 – Insee Références

Une orientation vers le site [www.insee.fr](http://www.insee.fr) sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne, ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

## Prix à la consommation 11.4

### Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2017

en % — Unité

Fonction de consommation	Pondération <sup>1</sup>		Évolution 17/16		Fonction de consommation	Pondération <sup>1</sup>		Évolution 17/16	
	2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. <sup>2</sup>		2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. <sup>2</sup>
<b>Ensemble (y c. tabac)</b>	<b>10 000</b>	<b>1,0</b>	<b>1,2</b>		Transport	1 451	3,1	2,8	
<b>Ensemble (hors tabac)</b>	<b>9 812</b>	<b>1,0</b>	<b>1,1</b>		Achats de véhicules	362	0,7	1,7	
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 435	1,1	1,4		Utilisation de véhicules personnels	801	4,5	3,9	
Produits alimentaires	1 311	1,1	1,5		Services de transport	288	2,0	1,1	
Boissons non alcoolisées	124	0,6	0,7		Communications	285	-4,2	-4,2	
Boissons alcoolisées et tabac	380	1,6	3,3		Services postaux	17	3,8	3,8	
Boissons alcoolisées	192	0,6	0,7		Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-8,6	-5,0	
Tabac	188	2,7	6,0		Services de téléphonie et de télécopie	225	-4,0	-4,6	
Habillement et chaussures	447	0,1	0,0		Loisirs et culture	894	0,3	0,5	
Habillement	357	0,1	0,0		Équipements audio-visuels, photo et informatiques	138	-2,2	-1,2	
Chaussures y c. réparation	90	-0,2	-0,1		Autres biens durables (loisirs)	46	-1,4	1,5	
Logement, chauffage, éclairage	1 418	1,6	1,4		Autres articles et équip. de loisirs	242	-0,2	0,3	
Loyers d'habitation	629	0,2	0,2		Services récréatifs et culturels	309	1,1	1,2	
Entretien et réparation courante du log.	172	1,5	1,6		Presse, livres et papeterie	140	1,9	2,0	
Distribution d'eau et autres services	159	1,4	1,5		Voyages touristiques tout compris	19	1,7	-6,0	
Chauffage, éclairage	458	3,7	2,9		Éducation	4	1,2	0,6	
Meubles, équip. ménager, entretien maison	530	-0,2	-0,1		Hôtellerie, cafés, restaurants	752	1,6	1,4	
Meubles, tapis, revêtements de sol	154	-0,2	0,0		Restauration et cafés	587	1,4	1,2	
Articles de ménage en textile	39	0,9	1,2		Services d'hébergement	165	2,4	2,0	
Appareils ménagers	87	-2,0	-2,2		Autres biens et services	1 341	1,1	1,2	
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,4	0,9		Soins personnels	278	0,3	0,2	
Outils pour la maison et le jardin	50	-0,5	0,0		Effets personnels (non définis ailleurs)	119	0,9	1,1	
Entretien courant de l'habitation	130	0,4	0,4		Protection sociale	485	0,9	1,0	
Santé	1 063	-0,2	0,5		Assurances	296	2,1	2,3	
Médicaments et produits pharmaceutiques	463	-2,0	-1,7		Services financiers	38	2,5	2,2	
Médecine non hospitalière	600	1,3	2,2		Autres services	125	0,9	1,1	

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
  2. Évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
- Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Note : base 100 en 2015.  
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

### Quelques hausses et baisses de prix en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

HausSES		Baisses	
	17/16		17/16
Combustibles liquides	+ 11,1	Pommes de terre	-10,8
Gazole	+ 9,4	Forfaits touristiques	-6,0
Médecines généralistes	+ 7,8	Lumières	-5,4
Fruits frais	+ 6,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	-5,0
Huiles et graisses	+ 7,4	Matériel de nettoyage	-5,0
Tabac	+ 6,0	Appareils de transformation d'aliments	-5,0
Esence	+ 5,3	Appareils de cuisson	-4,2
Hydrocarbures liquéfiés (butane, propane, etc.)	+ 5,1	Matériel de traitement de l'information	-3,9
Services postaux	+ 3,8	Appareils photo et caméras	-3,8
Journaux et publications périodiques	+ 3,8	Tapis et moquettes	-3,4

Des tableaux concernant la France y compris les Dom sauf indication contraire

- Champ : France hors Mayotte. Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.  
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

### Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1991 à 2017

par rapport à l'année précédente en %



Champ : France hors Mayotte. Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.  
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

### Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

	17/16	17/16	
Allemagne	1,6	Lettonie	2,2
Autriche	2,3	Lituanie	3,8
Belgique	2,1	Luxembourg	1,6
Chypre	-0,4	Malte	1,3
Espagne	1,2	Pays-Bas	1,2
Estonie	3,8	Portugal	1,6
Finlande	0,5	Slovaquie	2,0
France	1,2	Slovénie	1,9
Grèce	1,0	<b>Zone euro</b>	<b>1,7</b>
Irlande	0,5	<b>UE</b>	<b>1,4</b>
Italie	1,0		

Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.  
Source : Eurostat (extraction du 24 mai 2018).

Des données de cadrage européennes ou mondiales